

Les Normes Minimales de L'INEE: Etude de cas. Protéger les adolescents et jeunes réfugiés par le biais d'une éducation de qualité à l'est du Tchad

Nom:	Koundja MAYOUBILA, Israël MATABARO, Nicolas SERVAS
Position:	Koundja MAYOUBILA: Assistant au Programme Tchad; Israël MATABARO: Chef de Mission Tchad; Nicolas SERVAS: Coordonnateur de Programme siège
Téléphone:	N/A
Email:	Koundja MAYOUBILA: chad-progasst3@theret.org ; Israël MATABARO: matabaro@theret.org ; Nicolas SERVAS: servas@theret.org
Organisation:	RET - Refugee Education Trust
Lieu:	Est du Tchad

Contexte général

Depuis 2003, la crise dans l'ouest du Soudan a poussé plus de 250'000 personnes à fuir vers le Tchad. Depuis ces événements, l'ensemble des réfugiés vit dans 12 camps situés à l'est du Tchad. Bien avant la crise, cette région souffrait déjà de pauvreté chronique, de sous-développement, et d'instabilité dus aux conflits intercommunautaires et aux raids inter frontaliers des milices. Dans le domaine de l'éducation, l'intervention du gouvernement tchadien, des agences de l'ONU et des organisations non gouvernementales s'est concentrée sur l'éducation primaire, la construction d'infrastructures éducatives pour tous les camps, la fourniture de kits pédagogiques aux enseignants et de kits scolaires aux élèves, la formation des enseignants du primaire, et le paiement des primes aux enseignants.

C'est en décembre 2005 que le Refugee Education Trust (RET) a démarré son projet d'éducation post-primaire qui vise à protéger et à rendre autosuffisants les adolescents et jeunes réfugiés (éducation de base pour les sur-âgés, éducation secondaire formelle et à distance, cours de langues) et des jeunes des communautés hôtes (éducation de base pour les sur-âgés) par le biais de l'éducation de base pour les sur-âgés, les examens de fin de primaire et l'éducation secondaire accrédités, des cours de langues étrangères, l'acquisition des compétences pour la vie, la formation à la création et gestion de petites entreprises, ainsi que des activités culturelles et créatives.

Cette année encore, plus de 5'000 jeunes bénéficient directement du programme de RET à l'est du Tchad.

Mise en application

Pour son programme au Tchad, le RET accorde une attention particulière aux normes minimales de l'INEE dans toutes les phases de son intervention. Le manuel des Normes minimales de l'INEE est une référence pour tout le personnel du RET travaillant sur le terrain.

Ci-dessous un tableau qui présente la mise en application des normes.

Domaines	Normes	Mise en application	Actions Clés
Domaine Un: Normes fondamentales - Participation communautaire	Norme 1: Participation	Depuis 2005, année d'arrivée du RET au Tchad, la communauté des réfugiés et les communautés locales ont activement participé à l'analyse des besoins, à la conception, à la mise en œuvre, et à l'évaluation des programmes – le plus souvent via les conseils d'éducation.	<ul style="list-style-type: none"> • Un Conseil de l'Éducation (CE) a été mis en place dans tous les camps où le RET intervient. • Composition du CE : les leaders de la communauté, représentantes des femmes, représentants des jeunes, représentants des élèves, le directeur ou délégué de l'éducation, l'inspecteur des autres écoles, etc. • Le nombre des membres du CE varie entre 15 et 17 selon les camps. • Le CE est formé et participe à l'élaboration du plan d'action. • Le CE participe physiquement et matériellement aux travaux tels que la construction des abris et l'aménagement des salles de classe.
	Norme 2: Ressources	Etant donné que le Tchad est un pays enclavé, l'utilisation des ressources locales s'impose. Avec l'aide du CE, toutes les ressources disponibles dans les camps sont recensées et utilisées effectivement.	<ul style="list-style-type: none"> • Il existe dans les écoles une base de données de toutes les compétences existant au niveau du camp. • Les salles de classe sont construites avec des matériaux locaux : seccos, paille, etc.
Domaine Un: Normes fondamentales - Coordination	Norme 1: Coordination	Dans une situation d'urgence complexe, comme celle de l'est du Tchad, la coordination entre les différents acteurs est essentielle pour pouvoir répondre à l'ensemble des besoins en éducation des réfugiés et assurer la complémentarité des activités. Le RET collabore et coordonne ses activités avec les organes techniques de l'État tchadien, les bailleurs de fonds, les agences de l'ONU, et les ONGs présentes.	<ul style="list-style-type: none"> • Le RET participe activement aux réunions du Cluster éducation auxquelles participent également les personnels techniques de l'État tchadien. • Le RET participe activement aux réunions de coordination avec les bénéficiaires et les partenaires intervenants dans le domaine de l'éducation. Ces réunions servent de mécanismes de partage de l'information sur la planification et la coordination des interventions. • Des réunions bilatérales avec les partenaires intervenant dans l'éducation sont organisées.. • Des MoU ont été signés avec d'autres partenaires pour améliorer la qualité dans l'intervention. • Des mécanismes de partage de l'information sur la planification et la coordination des interventions existent via le HCR. • Le RET et les partenaires utilisent des mécanismes de financement coordonnés, y compris le CAP et les financements HCR.

Domaines	Normes	Mise en application	Actions Clés
Domaine Un: Normes fondamentales - Analyse	Norme1: Evaluation préliminaire	Une évaluation préliminaire participative a été conduite en 2005 en collaboration avec les partenaires et les bénéficiaires.	<ul style="list-style-type: none"> • Une analyse du contexte a été réalisée avec la participation des bénéficiaires. • Une collaboration a été faite avec le secteur de WATSAN et celui de la gestion du site pour l'implantation des infrastructures.
	Norme 2 : Stratégies d'intervention	Il ressort de l'évaluation initiale que le niveau d'éducation était bas dans les camps et la sécurité très volatile, il fallait donc <u>protéger les jeunes en leur donnant accès à une éducation de qualité</u> et <u>responsabiliser les enseignants et leaders de la communauté en cas d'interruption de l'intervention par l'ONG.</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, à travers une approche inclusive, du programme Life Skills (éducation de base pour les sur-âgés) et des cours de langues qui permettent aux élèves vulnérables tels que les filles mères, veuves, etc. de participer via des horaires adaptés (quatre sessions de deux heures par jour). • Le curriculum du pays d'origine (Soudan) est utilisé. • Les capacités du personnel et des membres de la communauté sont renforcées à travers le CE.
	Norme 3: Suivi	Un suivi régulier des activités et besoins est fait par le personnel du RET, les enseignants, et le CE.	<ul style="list-style-type: none"> • Une base de données des bénéficiaires est utilisée. • Un suivi journalier de présence et de l'apprentissage (évaluations qualitatives) des élèves est effectué. • Un suivi de présence des enseignants est réalisé. • Un suivi des activités éducatives par le CE, le personnel, et le directeur d'école est effectué • Des outils de suivi ont été développés pour garantir la pertinence des interventions éducatives.
	Norme 4: Evaluation	Les évaluations régulières sont faites par les parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> • Une évaluation est réalisée par des consultants externes. • Une évaluation par le pays hôte est menée une fois par année • Une évaluation interne est conduite. • Une évaluation par les bénéficiaires est réalisée. • Les résultats des évaluations et des leçons apprises sont partagés et suivis par des recommandations.

Domaines	Normes	Mise en application	Actions Clés
Domaine Deux: Accès et environnement d'apprentissage	Norme 1: Egalité d'accès	Tous les jeunes réfugiés âgés de 15 à 25 ans sont acceptés dans les programmes du RET.	<ul style="list-style-type: none"> Le centre est accessible à tous. Le programme est reconnu et accrédité par le pays d'origine (Soudan). Un soutien est offert aux personnes vulnérables (filles mères, jeunes veuves, anciennes recrues, etc.). Des kits sanitaires pour les filles sont distribués.
	Norme 2: Protection et bien-être	Les écoles / centres du RET sont généralement situés en plein camp, clôturés et sans danger.	<ul style="list-style-type: none"> Les portails sont fermés aux heures de cours. Des gardes sont présents chaque jour. Les punitions corporelles sont interdites. Des séances régulières de suivi psychosocial sont offertes aux apprenants. Dans chaque CE, il y a un point focal (femme) pour centraliser les informations et pouvoir référer les cas de violences liées au genre.
	Norme 3: Etablissement et services	Les centres / écoles sont sûrs et accessibles à tous. Ils comportent des toilettes et quantités d'eau propre suffisantes.	<ul style="list-style-type: none"> Il y a un point d'eau / robinet. Les toilettes sont séparées pour les femmes et les hommes Le curriculum du programme Life Skills sensibilise les jeunes aux questions de santé, d'hygiène, et d'environnement.
Domaine Trois: Enseignement et apprentissage	Norme 1: Programmes scolaires	Le curriculum soudanais est utilisé.	<ul style="list-style-type: none"> Il existe un MoU avec le Ministère de l'éducation du Soudan pour l'organisation dans l'est du Tchad d'examens reconnus au Soudan ; certains diplômes (SEDL) et certaines formations (alphabétisation de base) sont reconnus au Tchad. Des manuels et kits sont adaptés et fournis en quantité suffisante. Il s'agit d'un programme d'éducation de base de deux années, ensuite passage au Niveau 8 qui est la dernière classe du primaire. La langue du pays d'origine, l'arabe, est utilisée.
	Norme 2: Formation, développement professionnel et appui	Les enseignants reçoivent des formations.	<ul style="list-style-type: none"> Le RET propose régulièrement deux types de formations aux enseignants : des formations d'enseignants diplômés qui sont reconnues et accréditées par le pays d'origine (Soudan), et des formations en renforcement des capacités dont les certificats sont délivrés par le RET. Ces formations ne sont pas officiellement reconnues au Tchad. Des cours à distances sont proposés pour les enseignants du secondaire pour leur permettre l'obtention des diplômes reconnus. Les matériels d'enseignement sont adaptés.

Domaines	Normes	Mise en application	Actions Clés
	Norme 3: Enseignement et processus d'apprentissage	L'enseignement est centré sur l'apprenant.	<ul style="list-style-type: none"> L'enseignement est centré sur l'apprenant. Un système d'éducateurs pairs est organisé.
	Norme 4: Evaluation des résultats de l'apprentissage	Les tests de présélection, les exercices, et les examens périodiques sont organisés pour évaluer les résultats d'apprentissage des apprenants.	<ul style="list-style-type: none"> Total des tests mensuels (25%). Examen à mi-parcours (25%). Examen final (50%). Exercices. Il existe des tests de présélection pour certains programmes. Le MdE soudanais reconnaît la qualité de ce mécanisme puisque les écoles RET de Niveau 8 (fin du primaire) et du secondaire sont les seules dans tous les camps de l'est du Tchad à pouvoir organiser des examens reconnus par le MdE du Soudan.
Domaine Quatre: Enseignants et autres personnels de l'éducation	Norme 1: Recrutement et sélection	Recrutements transparents selon la qualification et la bonne moralité.	<ul style="list-style-type: none"> Les enseignants possèdent des diplômes reconnus et sont recrutés selon des critères de sélection transparents. Dans les classes, les quotas sont d'un enseignant pour 45 élèves. Référence du CE.
	Norme 2: Conditions de travail	Les enseignants ont des conditions de travail clairement définies et sont rémunérés convenablement.	<ul style="list-style-type: none"> Une prime mensuelle respectant les grilles du HCR est versée à l'enseignant. Les enseignants signent un code de conduite et une lettre d'engagement à respecter. Le nombre d'heures de travail par semaine est établi entre 10 à 15.
	Norme 3: Appui et sélection	Mécanisme clair de supervision et suivi de l'évaluation des enseignants	<ul style="list-style-type: none"> La performance des enseignants, y compris par les apprenants, est évaluée. Un appui psychosocial et un développement professionnel sont offerts de manière non discriminatoire aux enseignants. Supervision par le CE et le personnel.
Domaine Cinq: Politique éducative	Norme 1: Formulation des politiques et des lois	Les politiques éducatives garantissent le droit à une éducation de qualité avec un accès libre et inclusif à la scolarisation	<ul style="list-style-type: none"> Il existe une bonne collaboration entre les autorités tchadiennes, le HCR, l'UNICEF, et les ONGs. Les informations sont partagées entre les partenaires.
	Normes 2: Planification et mise en oeuvre	Les programmes d'éducation offrent des activités éducatives inclusives qui répondent aux droits et aux objectifs d'éducation de la population affectée.	<ul style="list-style-type: none"> Des liens intersectoriels sont établis. Une coordination des ressources est mise en place.

Défis

● Sécurité:

La situation sécuritaire au Tchad est très imprévisible ; depuis 2005, il y a eu plusieurs évacuations ou relocalisations sécuritaires dues aux combats, ce qui amène le personnel à être absent du terrain pour un certain temps. Les déplacements ne se font qu'avec des convois escortés par les forces des Nations unies ou la Sécurité Nationale. Des assassinats et enlèvements ciblés des personnels des ONGs humanitaires ont lieu, les braquages des véhicules sont légion.

Face à cette difficulté, et eu égard aux Normes minimales de l'INEE, le RET a accordé une place privilégiée à la participation communautaire et à la responsabilisation des enseignants et leaders réfugiés pour relever ces défis. Les membres du CE et directeurs / délégués de l'éducation sont formés, toutes les parties prenantes au niveau des bénéficiaires sont bien outillées et préparés à travailler en l'absence du personnel RET, ce qui est déjà arrivé fin 2006 - début 2007 lorsque, malgré une absence de trois mois du personnel de RET sur le terrain, les activités se sont déroulées normalement.

● Manque de personnel qualifié:

Le niveau d'éducation dans les camps de réfugiés de l'est du Tchad étant très bas, le manque de personnel qualifié est un problème crucial. En 2005, les jeunes qui avaient achevé le niveau secondaire se comptaient sur le bout des doigts, même dans des camps de plus de 17'000 personnes. Les ressources en personnel étaient minimales pour ne pas dire inexistantes.

Pour pallier à cela, le RET a mis sur place un système d'éducateurs pairs en recrutant les réfugiés qui avaient atteint le plus haut niveau d'éducation possible. Ensuite, les éducateurs pairs recrutés ont reçu «*une formation périodique pertinente et structurée, adaptée aux besoins et circonstances.*» (Domaine Trois, Norme 2.)

● Accréditation des diplômes:

Un des défis a été la reconnaissance des diplômes. Le curriculum soudanais, différent de celui du pays d'accueil (Tchad), est utilisé dans les camps. A l'origine, aucun des deux pays ne reconnaissait les diplômes et certificats obtenus dans les camps. Pour pallier à ce problème, le RET a signé en 2006 un MoU avec l'Université Africaine de Khartoum qui permet aux jeunes de préparer un diplôme d'éducation secondaire à distance ; en août 2009 un autre MoU a été signé avec le Ministère de l'Éducation Nationale du Soudan pour permettre la reconnaissance des écoles du RET et l'organisation des examens de Niveau 8 et du secondaire formel (Domaine Trois relatif à l'enseignement et à l'apprentissage).

● Barrières culturelles et difficultés liées au genre:

Les pratiques culturelles telles que les mutilations génitales féminines, les mariages précoces et les grossesses chez les adolescentes limitent ou interdisent aux filles ou aux jeunes femmes l'accès à l'éducation et le respect de leurs droits. Généralement dans les camps, une fois marié ou en grossesse, les filles quittent les bancs d'école. Le RET a donc mis en place un programme souple d'éducation de base par sessions de deux heures, avec plusieurs sessions dans la journée ce qui permet à ces filles de venir selon leurs disponibilités.

Résultats

La participation communautaire est l'une des pratiques efficaces issues de la mise en application des Normes minimales de l'INEE. Au début, vouloir faire participer la communauté à toutes les phases du projet ne semblait pas réaliste, surtout vu le nombre des réfugiés qui n'avaient jamais mis pied à l'école. Le RET a quand même mis sur pied les Conseil de l'Education (CE) composés des leaders et représentants de la communauté ; les directeurs des écoles, les délégués de l'éducation et les enseignants sont eux aussi issus de la communauté. C'est après deux années, quand les apprenants des centres RET ont commencé à écrire des lettres à leurs parents restés au Darfour, que la donne a changé. En effet, la communauté a vu l'intérêt du programme. Une année plus tard, les élèves ont reçu leurs diplômes reconnus à travers les cours à distance. Enfin, quand le RET a pu mettre en place des écoles secondaires formelles dans les camps, la participation de la communauté s'est encore améliorée quantitativement et qualitativement. Aujourd'hui, la communauté réfectionne les salles, construit des abris, fait des donations aux meilleures élèves, etc.

Leçon apprise: Pour une communauté à majorité analphabète, la participation communautaire est progressive et peut prendre du temps, cela dépend de l'intérêt que revêt l'éducation pour la communauté. Les intervenants devront sensibiliser et former la communauté pour stimuler le processus. Pour cela, rien de mieux qu'une **éducation de qualité sanctionnée par des diplômes reconnus** («*Toutes les personnes ont accès à des possibilités d'éducation pertinentes et de qualité.*» Domaine Deux, Norme 1).

Le RET avait commencé son programme par l'éducation de base pour les sur-âgés, un programme non formel qui permet aux jeunes de préparer en trois années le Niveau 8 qui se termine par un examen formel. Ensuite, les lauréats des examens de Niveau 8 ont eu la possibilité de continuer au niveau secondaire dans un système formel, reconnu par le Ministère de l'éducation du Soudan et qui donne accès à un diplôme accrédité. Aujourd'hui, les jeunes n'ont plus besoin de quitter les camps au risque de leur vie pour rejoindre des écoles reconnues, ou rejoindre les milices.

Leçon apprise: «*Dans le cas des réfugiés, le programme d'éducation est reconnu par les autorités locales de l'éducation concernées et par le pays d'origine.*» (Domaine Deux, Norme 1, action clés). Cela stimule les élèves et évite la déperdition de ceux-ci au cours du programme.

Assistance aux personnes vulnérables et lien avec les services de santé, de nutrition, de protection, et des services psychosociaux

Une identification des jeunes étudiants vulnérables parmi les apprenant des écoles du RET est faite au quotidien. Ceux-ci sont mis en contact avec les services compétents pour assurer une prise en charge adéquate, et pour qu'ils puissent bénéficier des appuis à leurs besoins spécifiques ; par exemple, pour les filles mères qui sont trop souvent marginalisées, les cas de viols, les filles venant des familles très pauvres dans le camps. Tout cela permet d'améliorer la présence de ces élèves dans les cours et de réduire les absences.

Would you like to share your Minimum Standards experience?

Please contact the INEE Coordinator for Minimum Standards at minimumstandards@ineesite.org and visit www.ineesite.org/MScasestudies for more information, including case study templates in [English](#), [French](#), [Spanish](#) and [Arabic](#).